



Other Publication

La Russie et la Chine: le potentiel de leur partenariat

Author(s):

Perović, Jeronim; Zogg, Benno

Publication Date:

2019-10

Permanent Link:

<https://doi.org/10.3929/ethz-b-000367659> →

Rights / License:

[In Copyright - Non-Commercial Use Permitted](#) →

This page was generated automatically upon download from the [ETH Zurich Research Collection](#). For more information please consult the [Terms of use](#).

La Russie et la Chine: le potentiel de leur partenariat

La Russie et la Chine célèbrent leur partenariat stratégique et ont considérablement développé leur coopération depuis 2014. Ce resserrement des liens est motivé par des intérêts économiques et géopolitiques. Il apporte des avantages aux deux parties mais pose aussi des limites. La Chine et la Russie ont néanmoins choisi d'ignorer à moyen terme les potentielles tensions susceptibles d'apparaître, notamment en Asie centrale.

Par Jeronim Perović et Benno Zogg

La Russie s'oriente de manière accrue vers l'Asie. La vision d'une «Grande Europe» imaginée par Poutine en 2011, qui prévoyait une zone de libre-échange s'étendant de Lisbonne à Vladivostok, a été remplacée par l'idée d'une «Grande Eurasie», tout du moins depuis la crise ukrainienne de 2014 et les sanctions occidentales qui ont suivi. Moscou affirme sa position dominante au centre de la masse continentale eurasiennne et la nouvelle importance de l'Asie pour la politique étrangère russe. C'est dans ce contexte que la position de la Chine s'avère prépondérante. Vladimir Poutine n'a rencontré aucun autre chef d'État aussi souvent que Xi Jinping. Les médias russes proches du pouvoir font le portrait d'une Chine extrêmement bienveillante et elle est aujourd'hui perçue par l'opinion publique de façon plus positive.

Avec leur «partenariat stratégique», Poutine et Xi Jinping affichent davantage qu'une union symbolique. Le commerce entre les deux pays connaît une croissance importante depuis quelques années. Les économies des deux États semblent en effet complémentaires: la Russie fournit l'énergie et les matières premières, la Chine exporte la technologie, les produits industriels et les biens de consommation. Par ailleurs, l'agriculture et le tourisme recèlent un potentiel de développement. En Chine, la demande en produits agricoles russes augmente et la Russie est devenue l'une des



Vladimir Poutine et Xi Jinping ont discuté de leur coopération et ont préparé des *bliny*, des crêpes russes, au Eastern Economic Forum en septembre 2018 à Vladivostok. Anadolu Agency / kremlin.ru

destinations privilégiées des touristes chinois. Après de longues hésitations, la Russie vend désormais des armes de dernière génération à la Chine et en 2018, un contingent de troupes chinoises a participé pour la première fois à une grande manœuvre de l'armée russe, «*Vostok*» («Est»).

L'intensification des relations repose sur une multitude d'intérêts communs. Il manque aux deux puissances d'autres alliés,

ce qui renforce le partenariat avec l'autre puissance nucléaire. Au niveau international, les deux pays s'accordent sur une opposition commune à l'influence des États-Unis et de l'Occident dans les organisations internationales telles que l'ONU. La Russie et la Chine refusent «l'ingérence» dans les affaires internes des États. Elles défendent l'idée d'un «ordre mondial multipolaire» et l'existence de divers systèmes de valeurs en opposition à la conception occidentale pré-

dominante prônant un ordre mondial «libéral» et des valeurs universelles.

Ce partenariat a probablement des incidences cruciales sur le poids des décisions géopolitiques globales. Néanmoins, les experts ne sont pas unanimes sur la durabilité de ce resserrement de liens. Dans le secteur du commerce, de l'énergie, de la géopolitique et de la politique régionale, les facteurs qui parlent en faveur ou contre un rapprochement peuvent être évalués de différentes manières. Mais les deux puissances semblent prêtes à approfondir leur partenariat bien que leur relation soit asymétrique sur certains points et que certains intérêts divergent.

De l'inimitié à la coopération

Cet étroit partenariat stratégique que revendiquent aujourd'hui la Russie et la Chine est d'autant plus remarquable que dès la fin des années 50 les deux pays étaient ennemis et qu'en 1969 ils s'affrontaient même dans un conflit frontalier armé le long du fleuve Oussouri. Ce conflit sino-soviétique jouait en faveur des intérêts géopolitiques des États-Unis. Peu avant la chute de l'Union soviétique, les relations commencèrent à se détendre lentement et progressivement. En 1996, les deux côtés commencèrent pour la première fois à insister sur leur «partenariat stratégique» et le conflit frontalier de l'Oussouri fut définitivement réglé en 2005.

Le rapprochement des deux puissances commença ainsi bien avant l'apparition des tensions les plus récentes entre la Russie et l'Occident. La Russie a rapidement pris conscience que le poids économique se déplaçait vers l'Asie et commença à intensifier ses relations avec les pays asiatiques, dont la Chine, puissance économique émergente. Dès 2014 les intérêts géopolitiques passent sur le devant de la scène. Concernant l'importance d'un «partenariat stratégique» avec la Chine, Poutine proposa une supposée alternative à l'Occident.

Depuis lors, Xi et Poutine ne laissent passer aucune occasion de renforcer leur lien d'amitié. À ce jour, les deux chefs d'État se sont rencontrés 28 fois et ont signé de nombreuses déclarations et accords – le dernier en date concerne un «partenariat stratégique global de coopération pour une nouvelle ère» lors d'une visite officielle prolongée de Xi à Moscou en juin 2019.

En dépit du rapprochement, des différences et réticences culturelles persistent néanmoins. Les deux cultures restent

étrangères l'une à l'autre. Dans les années 90, la Russie craignait d'être débordée par une vague de migrants chinois, ce qui ne s'est pas produit. Néanmoins, il persiste un déséquilibre démographique frappant entre l'Extrême-Orient russe et les territoires chinois frontaliers très peuplés. Dans une enquête de 2018, les 3/4 des Russes interrogés ont une opinion positive de la Chine. Malgré une rhétorique anti-occidentale, la Russie reste néanmoins culturellement liée à l'Europe et considère faire partie de l'histoire européenne.

Commerce et énergie

C'est dans le secteur économique que les relations étroites mais aussi les asymétries entre les deux puissances sont les plus évidentes. Durant les dernières décennies, la Russie et la Chine n'ont cessé d'intensifier leurs relations économiques. Le volume des échanges a non seulement augmenté en 2018 de 25 pour cent par rapport à l'année précédente, passant à plus de 100 milliards de dollars US, mais les échanges bilatéraux en yuans et en roubles plutôt qu'en dollars US ont également augmenté. La banque centrale russe conserve un sixième de ses réserves de devises en yuans.

Les échanges bilatéraux ont augmenté quantitativement comme qualitativement. La Chine est un gros client de l'industrie de l'armement russe. Avant 2014 la Russie refusait d'exporter ses armes de dernière génération, notamment par crainte d'être copiée par la Chine. Ces réticences ont disparu et la Russie a notamment livré aux forces armées chinoises en 2018 le système de défense aérienne S-400 et en 2019 le jet de combat Su-35. En attendant, la technologie chinoise est beaucoup plus performante dans de nombreux domaines et remplace la disparition des entreprises occidentales. Le groupe de télécommunication Huawei construit un réseau 5G en Russie et des logiciels de reconnaissance faciale chinois sont utilisés dans des villes telles que Moscou.

C'est dans le secteur énergétique que les exportations russes sont les plus importantes en Chine. Depuis 2016, la Russie est le premier fournisseur de pétrole en Chine, avant l'Arabie saoudite. Les groupes énergétiques chinois d'État gèrent un cinquième des projets russes de gaz liquide en Arctique et fournissent la moitié de l'équipement nécessaire pour les forages pétroliers. Avec une consommation d'énergie en hausse et une production chinoise en

baisse, la Russie deviendra un fournisseur d'énergie de plus en plus important dans les décennies qui viennent.

Ainsi, pour la Russie, la Chine est un débouché de prime importance en alternative à l'Occident. Ce n'est pas un hasard si Poutine s'est rendu en Chine quelques semaines après l'annexion de la Crimée pour signer un accord colossal à hauteur de 400 milliards de dollars sur les livraisons de gaz russe à la Chine pour les 30 prochaines années, alors que les négociations à ce sujet avaient échoué précédemment pendant presque 20 ans.

Toutefois, le renforcement des échanges n'a pas le même poids pour les deux pays. Excepté avec l'Union européenne en tant que bloc, la Russie ne commerce avec aucun autre pays plus intensément qu'avec la Chine. La Chine, quant à elle, commerce plus avec une douzaine de pays qu'avec la Russie. Tandis que lors de l'effondrement de l'Union soviétique, les prestations économiques des deux pays étaient équivalentes, le PIB de la Chine est aujourd'hui six fois supérieur, et même huit fois nominativement.

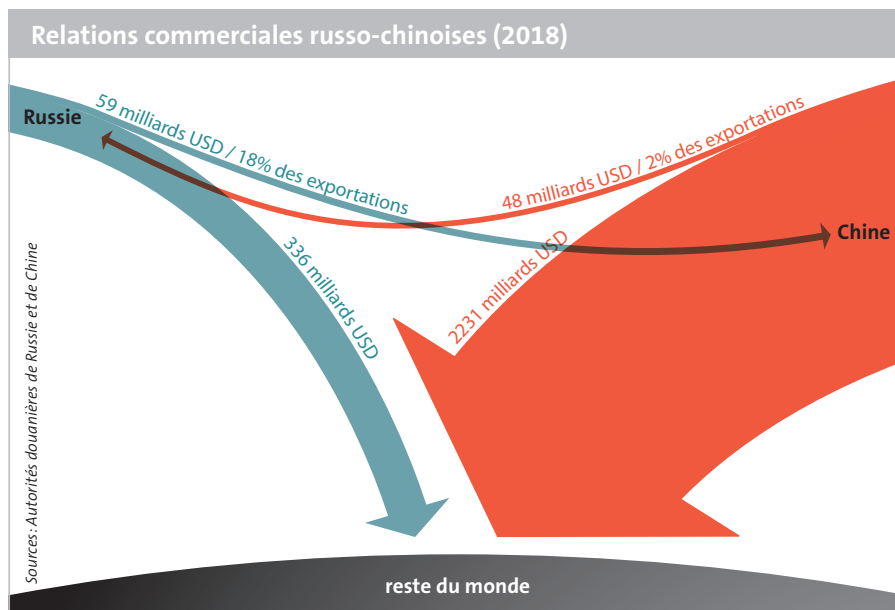
C'est pourquoi on observe toujours une certaine réserve côté russe sur son positionnement sur le marché du gaz. La Russie ne veut pas dépendre d'un seul client. La construction de «l'Altai-Pipeline» pour relier les diverses zones d'extraction de gaz en

C'est dans le secteur économique que les relations étroites mais aussi les asymétries entre les deux puissances sont les plus évidentes.

Sibérie et assurer son transport vers la Chine ou l'Europe en fonction de l'offre et de la demande est prévue depuis longtemps. Mais de tels projets exigent d'énormes investissements. La part des entreprises chinoises qui y participeront sera révélatrice sur l'avenir des relations énergétiques sino-russes.

Le projet BRI sans la Russie

La conception de la *Belt and Road Initiative* (BRI) souligne la suprématie économique de la Chine. Cette initiative englobe des projets en cours et à venir de développement et d'infrastructures d'une valeur estimée à un milliard de dollars dans plus de 60 pays, il s'agit d'un méga projet géoéconomique porté par la Chine. La Russie



s'est engagée pour que des corridors économiques du projet BRI passent sur son territoire et espère un développement de l'industrie high-tech. Du point de vue russe, il serait essentiel de renforcer la production et les infrastructures dans les régions extrême-orientales pauvres en infrastructures et peu peuplées.

Mais la Russie ne joue qu'un rôle mineur dans le projet BRI. Le secteur énergétique est le seul secteur dans lequel la Chine a investi de grosses sommes en Russie. Le Kazakhstan par exemple, dix fois plus petit économiquement, fait l'objet d'investissements BRI plus importants que la Russie (voir [analyse CSS no.249](#)). Les investissements chinois directs limités en Russie ont souvent profité à des hommes d'affaires proches du Kremlin et pour une partie infime à l'Extrême-Orient russe. Les entreprises chinoises semblent considérer les investissements en Russie peu intéressants économiquement et sont préoccupées par le manque de sécurité juridique ou les nouvelles sanctions que pourrait provoquer l'imprévisible politique étrangère du Kremlin.

Des considérations politiques bloquent aussi une plus grande implication de la Russie dans le projet BRI. D'une part, la Chine voit un besoin accru de stabilisation et une meilleure sphère d'influence dans les petits pays longeant la route Est-Ouest qu'en Russie. D'autre part, la mentalité russe n'accepte pas un rôle trop important des entreprises chinoises et des travailleurs

chinois impliqués dans la construction d'infrastructures dans son propre pays. La Russie se considère comme une super puissance. Elle insiste sur son autonomie et sa puissance créatrice et ne peut donc pas se soumettre à une stratégie proposée par la Chine. Elle refuse d'être un pays du projet BRI parmi d'autres. À l'inverse, la Chine ne peut pas réaliser le projet BRI contre la résistance de la Russie qui exerce toujours une influence considérable dans l'espace post-soviétique.

De ce fait, Xi Jinping et Vladimir Poutine ont décidé symboliquement lors d'un sommet en 2015 de coupler le corridor territorial BRI et l'Union économique eurasiatique (UEE), en dépit de logiques fondamentalement divergentes: tandis que la Russie a créé avec l'UEE un marché intérieur faisant obstacle à l'extérieur, le projet BRI en revanche entend s'ouvrir à tous les pays avec flexibilité pour anéantir les barrières commerciales. Pékin et Moscou s'efforcent cependant d'harmoniser les deux projets et de mettre en avant leur équivalence.

Influence en Asie centrale

Les divergences d'opinion entre la Russie et la Chine apparaissent dans les contextes régionaux, principalement en Asie centrale. Pour les deux pays, cette région constitue une arrière-cour significative pour leur sécurité intérieure respective et pour le projet BRI. Ils ont intérêt à maintenir la stabilité de la région et à la préserver de l'influence américaine.

Traditionnellement, la Russie exerce une influence majeure dans les cinq pays de l'ancienne Union soviétique – le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan. Ils entretiennent d'étroites relations historiques, culturelles, linguistiques et militaires. Les médias sont un instrument incontournable du Soft Power russe. Pour la politique économique et de sécurité, la Russie exerce son pouvoir grâce à des alliances régionales, notamment l'UEE et l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC).

Bien que la Russie exerce toujours une influence considérable en Asie centrale, la Chine a gagné en importance. Avec la construction de deux grands pipelines pour le pétrole kazakh et le gaz turkmène, la Chine a brisé le monopole russe des pipelines. Globalement, la Chine est aujourd'hui le premier partenaire commercial et investisseur de la région.

De ce fait, une sorte de répartition fonctionnelle du travail s'est établie: la Chine accroît son rôle d'acteur économique et la Russie reste l'interlocuteur privilégié pour les questions de sécurité. Des troupes russes sont stationnées au Kazakhstan, au Kirghizistan et au Tadjikistan et soutiennent les forces locales en les équipant et les formant. Mais ce n'est pas une situation durable si la finance russe protège factuellement les investissements chinois et que la Chine doit se reposer sur une autre puissance. La collaboration renforcée de la Chine avec les pays d'Asie centrale en matière de sécurité, comme la construction d'une petite base militaire au Tadjikistan, peut être interprétée comme une expression de cette situation.

La présence croissante de la Chine dans les affaires économiques et de sécurité en Asie centrale – ce qui entraîne irrémédiablement une influence politique – va à l'encontre de la perception russe de la région qu'elle considère comme sa sphère d'influence. La vision ouverte du projet BRI et les énormes moyens financiers de la Chine sont attractifs mais font concurrence aux projets d'intégration dominés par la Russie. Les pays d'Asie centrale sont conscients de ces possibles frictions et tentent de les exploiter dans leur propre intérêt. Ils voient dans leurs relations équilibrées avec la Russie et la Chine des opportunités de tenir en échec l'influence de l'autre État.

Néanmoins, la Russie et la Chine ne se laisseront pas mettre aussi facilement en concurrence en Asie centrale. Ce serait un

vœu pieux occidental d'espérer une concurrence sino-russe en Asie centrale à cause d'intérêts divergents à long terme.

Une collaboration (géo)politique

Indépendamment de la façon dont les relations sino-russes prendront forme en Asie centrale, le partenariat a probablement des incidences cruciales sur le poids des décisions géopolitiques globales. Les organisations internationales insistent sur un positionnement politique commun mais aussi sur le renforcement de la collaboration militaire comme dernièrement avec une manœuvre commune des forces aériennes en mer de Chine orientale.

Au niveau international, les deux puissances s'épaulent dans des organes tels que le conseil de sécurité de l'ONU où elles affirment le principe de non-ingérence dans

Le partenariat a probablement des incidences cruciales sur le poids des décisions géopolitiques globales.

les affaires intérieures et leur opposition à des sanctions politiques excessives. La Chine cherche surtout à accroître son influence dans et par les institutions internationales. Sur les zones sensibles locales, la Chine et la Russie sont d'accord, notamment concernant l'Iran, la Corée du Nord ou le Venezuela.

Entre ces deux régimes autoritaires, on observe même un rapprochement de certaines normes et valeurs. Ainsi, ils s'efforcent d'un commun accord de redéfinir la notion de terrorisme. Celui-ci engloberait tout acte de violence ou de sabotage et par extension les activités liées à l'opposition politique ou les mouvements séparatistes. Cette approche est également partagée par la *Shanghai Cooperation Organisation* (SCO). Par ailleurs, le Kremlin a pris pour modèle une loi chinoise draconienne sur la «souverai-

neté numérique», tandis que Pékin a qualifié la révolte de Hong Kong de «révolution de couleur», empruntant ainsi un vocabulaire russe.

Mais le partenariat sino-russe est aussi limité pour des raisons géopolitiques. Même si on parle d'alliance de facto, particulièrement en Russie, les deux pays ne peuvent s'engager dans aucune alliance fixe avec les obligations qui en découlent car ils se considèrent comme deux super puissances.

Depuis la chute de l'Union soviétique, la Russie tentait d'établir des liens avec d'autres pays asiatiques, notamment le Japon, la Corée du Sud, l'Inde et le Vietnam qui entretiennent des relations tendues avec la Chine. Ces deux derniers sont de gros acheteurs d'armes russes. Compte tenu des asymétries avec la Chine, ces relations gagnent en importance pour la Russie. Face à l'approche chinoise agressive en mer de Chine méridionale, la Russie reste neutre et essaie de se tenir à l'écart des dynamiques d'escalade. Dans un contexte où Moscou recherche des relations extérieures équilibrées, son orientation actuelle sur l'Asie ne peut pas être interprétée comme un rejet de l'Occident. À long terme, la Russie souhaite une normalisation des relations avec l'Europe.

Toutefois, la Chine cherche à diversifier ses sources d'énergie et ses corridors de transport – pour l'énergie comme pour les marchandises – et ne veut pas laisser à la Russie une position trop dominante. De manière générale, la Chine critique la politique étrangère aventurière de la Russie et n'a pas reconnu officiellement l'annexion de la Crimée.

Les défis pour l'Occident

On ne peut pas exclure de futures tensions entre la Russie et la Chine, notamment en Asie centrale. Le partenariat entre les deux États a en effet des limites en termes éco-

nomiques et géopolitiques. Mais il devrait se poursuivre à moyen terme sous Poutine ou un successeur qui partage des opinions similaires. Dans leur recherche d'influence accrue sur la scène internationale, de bonnes relations entre les deux puissances nucléaires et de veto sont incontournables car sans alternative. Comme le montre la situation en Asie centrale, ni la Russie ni la Chine n'ont la volonté d'exposer ouvertement leurs différends de longue date pour redorer leur blason aux yeux de l'Occident. La Russie acceptera les asymétries économiques ou autres tant que celles-ci ne sont pas trop unilatérales et que la Chine place la Russie sur un pied d'égalité.

Les États occidentaux feraient bien d'accepter ces nouvelles réalités géopolitiques. Durant ces dernières années, les sanctions occidentales prises contre la Russie et le conflit commercial sino-américain ont contribué au rapprochement de la Chine et de la Russie. Dans ce contexte, il serait judicieux d'envisager à long terme la pertinence de rattacher plus étroitement la Russie à l'Europe, même si la Crimée restera dans un avenir proche sous domination russe. Culturellement, la Russie est plus proche de l'Europe que de la Chine. C'est en ce sens qu'a argumenté le président français Emmanuel Macron lors de sa visite à Poutine en août 2019. Les approches proposées ne visent en aucun cas une alliance russo-occidentale contre la Chine ni ne doivent être comprises comme une approbation des atteintes au droit des peuples et aux accords internationaux. Mais elles exigent un certain pragmatisme et une vision à long terme des hommes et femmes politiques européens et des observateurs.

Prof. Dr. Jeronim Perović est professeur à l'Université de Zurich et directeur du Center for Eastern European Studies (CEES).

Benno Zogg est chercheur senior au think tank du Center for Security Studies (CSS) à l'ETH Zurich.

Les analyses de politique de sécurité du CSS sont publiées par le Center for Security Studies (CSS) de l'ETH Zurich. Deux analyses paraissent chaque mois en allemand, français et anglais. Le CSS est un centre de compétence en matière de politique de sécurité suisse et internationale.

Editeurs: Lisa Watanabe, Fabien Merz, Benno Zogg
Traduction: Interserv; Relecture: Fabien Merz
Layout et graphiques: Miriam Dahinden-Ganzoni
ISSN: 2296-0228; DOI: 10.3929/ethz-b-000367659

Feedback et commentaires: analysen@sipo.gess.ethz.ch
Téléchargement et abonnement: www.css.ethz.ch/cssanalysen

Parus précédemment:

L'initiative de la route et de la ceinture au Kazakhstan No 249
Les États-Unis et l'autonomie stratégique européenne No 248
L'Europe et la course à l'Intelligence Artificielle No 247
Médiation de l'ONU en Libye: une paix encore lointaine No 246
Mesurer et réduire les risques de catastrophe No 245
L'attribution publique d'incidents cybernétiques No 244